

RESIDENTS ETRANGERS ET DENSITES DE POPULATION EN ESPAGNE EN 2008

José M^a Serrano Martinez y Michael Calmaise

*Universidad de Murcia**

*Université de Caen. France***

RÉSUMÉ

L'arrivée ces dernières années de 4,5 millions d'étrangers est la cause fondamentale de l'augmentation de la population espagnole. Sa répartition spatiale n'a pas été homogène. Les régions où se sont concentrés la plupart des immigrants coïncident, en général, avec les aires les plus peuplées et vice-versa. Ainsi, l'une des conséquences de l'augmentation de l'immigration est l'accentuation des contrastes démographiques régionaux. En 2008, les différences régionales des densités de population sont plus importantes qu'elles ne l'étaient en 1991 quand commença l'entrée massive des étrangers.

Mots clefs: immigration, densités de population, différences régionales.

RESUMEN:

La llegada durante estos últimos años de 4,5 millones de extranjeros ha sido la causa fundamental que ha impulsado el aumento de la población en España. Su distribución espacial es muy irregular. Las regiones donde se concentran la mayor parte de los inmigrantes coinciden, en general, con las áreas más pobladas y viceversa. Así, una de las consecuencias del aumento de la inmigración es el aumento de los contrastes demográficos regionales. En 2008 las diferencias en las densidades de población son mayores que las existentes en 1991, cuando comenzó la entrada masiva de los residentes extranjeros.

Palabras clave: inmigración, densidades de población, diferencias regionales.

ABSTRACT

The arrival in the last years of 4.5 million foreigners is the fundamental cause of the Spanish population's increase in that time. Their space distribution has not been to regulate. The regions where they have concentrated the biggest quantities they coincide, in general, with the populated areas and vice versa. This way, one of the demographic consequences of the increase of the foreign immigration is the increment of the regional demographic contrasts. In 2008 the regional differences in population's densities are bigger than what they were in 1991 when the massive entrance of immigrants began.

Keywords: immigration, population's densities, regional differences.

INTRODUCTION

La répartition homogène de la population sur un territoire est rarement une réalité. Seulement dans quelques cas particuliers, de dimension réduite, s'observent des situations approuvantes.

Fecha de recepción: 17 de abril de 2012.

Fecha de aceptación: 9 de julio de 2012.

* Departamento de Geografía. Universidad de Murcia. Campus de La Merced. 30001 Murcia (España). E-mail: jm-serran@um.es

** CRESO. Université de Caen. Esplanade de la Paix. 14032 cedex. Caen. France. E-mail: mcalmaise@mrsh.unicaen.fr

Habituellement nous observons des densités élevées juxtaposées à de plus faibles. A cette constante contribuent et influent des facteurs de nature différente qui, souvent, s'entremêlent et se combinent de manière complexe. Cette question revêt une signification particulière en géographie en particulier en ce qui concerne la différenciation de l'espace et les relations de l'homme avec son environnement car la population est une donnée de base pour l'organisation du territoire et son fonctionnement.

Toute interprétation déterministe en référence au binôme population/territoire s'éloigne de la vérité. Une approche probabiliste permet de mieux comprendre, sur la longue durée, le discours sur la répartition réelle des hommes sur le territoire. De ce point de vue, étudier l'exemple espagnol, sur le long terme, est du plus haut intérêt. On peut affirmer que durant tout le XX^eme siècle, avec des discontinuités et des rythmes différents d'intensité, se met en place la réalité actuelle. Or, dans ce processus de transformation, on enregistre durant les dernières années une accélération des changements.

L'hypothèse centrale se résume en ces termes: l'abondante et récente arrivée de résidents étrangers en Espagne constitue une cause fondamentale de l'accentuation des inégalités spatiales de la population (Gozálvez, V., 2010).

Les sources utilisées, citées au bas de chaque tableau proviennent des organismes publics chargés de ces questions. L'Institut National de la Statistique (I.N.E.) fournit les séries démographiques pertinentes. Mais, pour utiliser aussi des données récentes, il faut recourir à l'actualisation continue du recensement annuel. Ces chiffres, quoique officiels, sont obtenus par des calculs différents, il faut donc être prudent pour faire des comparaisons. En ce qui concerne les chiffres relatifs à la population étrangère résidente, on peut émettre des doutes, quant à leur précision, en raison des intérêts divergents des actifs et des administrations publiques chargées de leur élaboration. Pour cela, il est logique de penser que les actifs emploieront les moyens légaux et formels à leur portée pour obtenir leurs objectifs bien que cela induise des inexactitudes statistiques. De toute façon, les données disponibles sont les seules utilisées dans l'abondante littérature scientifique existante (Díez, 2001).

L'échelle habituellement utilisée est l'échelle régionale, ce qui rend difficile la réalisation des analyses plus fines en particulier au niveau provincial et local. Si c'est nécessaire, nous apporterons des précisions tout en sachant que dans un travail de cette nature, il n'est pas possible d'entrer dans le détail.

1. UN GRAND PROCESSUS DE CONCENTRATION ET DE VIDE DEMOGRAPHIQUE

Depuis des siècles nous avons des informations abondantes sur l'inégale répartition spatiale de la population en Espagne (Nadal, 1984, Beques, 2011). D'une certaine manière ses caractéristiques montrent des situations opposées à ce qui existe aujourd'hui. L'accroissement progressif des inégalités de répartition spatiale de la population découle des migrations intérieures et extérieures, ce qui entraîne des modifications de la structure par âges, lesquelles influent à leur tour sur le devenir inégal de la croissance naturelle. Tout cela affecte l'évolution disparate de la croissance démographique.

En 1833, quand fut fixée la division provinciale, à l'imitation du système départemental français, et peu modifiée depuis, l'un des objectifs était de rendre possible un certain équilibre démographique entre les territoires (García, 2002). Or, durant la seconde moitié du XIX^eme siècle, commence l'augmentation des disparités territoriales. La timide industrialisation, initiée

à cette époque, en se développant de façon contrastée d'une région à l'autre, favorise une rapide montée des inégalités démographiques. La province de Barcelone ainsi que celles de la frange cantabrique, spécialement à Asturies et en Biscaye, enregistrent rapidement un essor démographique supérieur à celui des autres régions espagnoles (Plaza, 1976). Il est vrai que l'industrialisation fut un élément déterminant dans la dynamique de ce processus particulièrement bref (German et al., 2001). La tertiarisation contribue aussi à cette évolution démographique contrastée. La présence, de plus en plus grande, des administrations de l'Etat favorise la région capitale de Madrid. Par extension, quelques villes administrativement importantes développent leurs activités économiques accroissant ainsi leur population.

De toute façon, durant ce temps-là, de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle jusqu'au début du XX^{ème} siècle, le poids des activités traditionnelles de l'agriculture et de l'élevage fut déterminant sur la plus grande partie de l'Espagne. L'emploi massif et généralisé d'une main-d'œuvre nombreuse dans toutes les activités du monde rural garantissait une forte présence de population sur une bonne partie du territoire (Alcaide, 2003). Cette évolution lente du contexte espagnol constitue une caractéristique particulière au regard de ce qui est arrivé dans les autres pays européens.

Durant le premier tiers du XX^{ème} siècle, les modifications des densités de population sont importantes. Au fond, les structures antérieures se poursuivent et consolident certains changements relatifs à l'attraction qu'exercent quelques villes et leurs pourtours. C'est le cas de celles que nous avons citées: Barcelone, Madrid ainsi que celles de Biscaye et des Asturies. Dans toutes, l'industrialisation et la tertiarisation, déclenchent l'immigration (Rodríguez, 1985), en provenance des provinces proches ou plus lointaines. En même temps, durant ces premières décennies du siècle, une bonne part des flux migratoires espagnols restent dirigés vers l'extérieur, vers l'Amérique latine (Argentine), vers l'Afrique du Nord (Algérie spécialement) et surtout vers l'Europe (France). Plusieurs de ces pays étaient plus attractifs que les petites régions espagnoles (Sánchez-Albornoz, 1988). Mais l'addition des deux courants, intérieur et extérieur, explique la perte de population dont souffrent certaines régions, provinces ou territoires d'où partent ces migrants. Ce sont d'abord celles qui enregistrent une surpopulation rurale élevée et qui ne connaissent pas une transformation économique capable de canaliser dans le contexte régional les excédents de population que produit la campagne (García, 1965, p. 292).

Les années troubles de la République et, de manière dramatique, la guerre civile ont précipité les changements et les déplacements de population. D'une part, les motifs politiques ont contraint à l'exil forcé des dizaines de milliers de personnes (Vilar, 2006) et d'autre part, cela a affecté les flux migratoires intérieurs qui se dirigeaient vers des contrées plus industrialisées avec de meilleures perspectives économiques. En même temps, d'autres régions rurales et moins développées se comportent comme des réserves démographiques.

Les dures années de l'après-guerre civile qui, pour ainsi dire, coïncident avec la seconde guerre mondiale, entraînent un ralentissement des mouvements migratoires. Ceux de l'intérieur souffraient d'une situation peu propice pour réaliser la migration avec une liberté suffisante et d'une absence de perspectives pour améliorer leur niveau de vie. Quant aux sorties vers l'extérieur, elles étaient d'une part, limitées par le régime espagnol et d'autre part, le monde en grave conflit n'offrait pas un bon scénario de départ. Il faudra attendre le mois de mars 1946 pour que soit rétablie la loi de 1924 permettant la libre sortie du pays.

C'est seulement dans les années quarante que s'enclenche réellement l'émigration. De forme ascendante, elle n'atteindra pas des valeurs considérables avant le début des années soixante. Entre 1960 et 1975 se produit un des cycles les plus intenses des mouvements démographiques

espagnols vers l'extérieur en particulier vers les pays européens qui furent les principales destinations des émigrants (Vilar & Vilar, 1999). Mais bien souvent l'émigration ne prit pas un caractère définitif bien que le total de ceux qui y participèrent atteigne plusieurs millions de personnes (VV. AA., 1986).

A l'époque de ces flux extérieurs se produisirent aussi de nombreux déplacements de population à l'intérieur de l'Espagne. Ils commencent avec force dans les années cinquante et atteindront leur plus grande intensité dans les années soixante pour se prolonger jusqu'aux années soixante dix (Estébanez & Puyol, 1973; García Barbancho, 1975). Cela affecta un nombre si élevé de personnes que certains auteurs déclarent, avec quelque exagération, que durant quelques années la moitié de l'Espagne était en mutation. C'est une image qui illustre ce qui est arrivé. En additionnant les deux mouvements migratoires, intérieur et extérieur, plusieurs millions de personnes ont abandonné leur lieu de résidence. Dans une large mesure, les migrations intérieures qui renforcent l'urbanisation résultent de l'exode rural. Ces populations se concentrent surtout dans les capitales provinciales, les centres régionaux et autres villes qui offrent de meilleures perspectives de vie en raison du développement de l'industrie et des services (Vilá & Capel, 1970). Ce qui nous intéresse ici, c'est de souligner la dimension spatiale de ce phénomène. Pendant que certaines régions enregistrent des soldes migratoires positifs et continus, une grande partie de l'Espagne se dépeuple gravement. Après ces lustres de migrations intérieures et extérieures, avec des soldes finaux très contrastés, la distribution spatiale de la population espagnole montre des contrastes territoriaux très accusés (Serrano, 1985).

La grande transformation économique et sociale qu'expérimente l'Espagne durant ces années est profondément liée à ces migrations intenses et aux changements de densité dans l'espace. Le « Plan de Stabilisation » (1959) et la planification indicative du développement transposée du modèle français, favorisent la croissance de l'économie tout en provoquant le déclin des systèmes productifs traditionnels. Les deux aspects se superposent et influent sur ces énormes changements démographiques et spatiaux (Fuentes, 1988). Compte tenu de son importance ce processus a donné lieu à de nombreuses publications au sujet de ses causes et de ses conséquences multiples (Rodríguez, 1978). Dans ces conditions on comprendra que l'objectif de cette recherche ne soit pas de surenchérir sur ce phénomène déjà beaucoup étudié.

Environ, au milieu des années soixante dix, on peut dire qu'un cycle démographique se termine. Y ont contribué des facteurs tels que la crise économique qui s'exacerbe avec l'augmentation des prix de l'énergie à laquelle succèdent d'importantes transformations du système productif comme l'introduction de l'informatique et de la robotique dans l'industrie et qui finalement affecte aussi d'autres secteurs productifs (Puyol, 1988). De même, la fin du régime autoritaire et de la période de transition politique qui prône une décentralisation territoriale a contribué à ces changements. En même temps commencent d'appréciables modifications de la structure démographique. La chute brusque, généralisée et continue de la natalité est un fait important (Puyol, 1988) comme l'est aussi le vieillissement de la population plus accentué dans les régions affectées avec plus de force par l'émigration des jeunes.

Durant ces années, les résultats finaux des balances migratoires intérieures diffèrent de ceux des décennies précédentes. (Serrano, 1989 et 1995). Quelques régions continuent à perdre de la population ou stagnent comme les deux Castille, l'Extremadure, les Asturies, l'Aragon et la Cantabrie. D'autres enregistrent des pertes après des années de comportements contraires (Pays Basque, Catalogne). Seuls Madrid, les deux archipels et l'Arc méditerranéen de Valence jusqu'en Andalousie connaissent une croissance plus stable. Au comportement final et spécifique de chacune d'elles contribuent des aspects variés de différente nature à propos desquels il n'est

pas possible d'entrer dans le détail. Dans l'ensemble, les résultats régionaux de la répartition de la population confirment à travers les ans des différences majeures. Leur contraste s'amplifie.

2. CONTRIBUTION DES RÉSIDENTS ÉTRANGERS À L'ACCROISSEMENT DES CONTRASTES RÉGIONAUX DE DENSITÉ DE POPULATION

Au début des années quatre vingt dix les contrastes démographiques des régions espagnoles étaient déjà marqués. Les différents indicateurs utilisés le soulignent avec clarté. Il suffit de se reporter aux chiffres absolus et aux densités par kilomètre carré ou au pourcentage de population que représente chaque Communauté Autonome (CA et CCAA pour le pluriel) dans le contexte espagnol. Les données recueillies dans les tableaux 1, 2 et 3 le confirment. La figure 1 concerne les chiffres contrastés des régions ou CCAA.

Tableau 1. Evolution des densités (hab/km²) de 1991-2008.

	1991	2001	2008	Différence 1991-2008
Andalousie	78,31	83,99	98,68	20,37
Aragón	24,70	25,23	27,81	3,11
Asturies	102,89	100,24	102,15	0,74
Baléares	140,78	168,60	213,64	72,86
Canaries	194,40	226,17	285,89	91,49
Cantabrie	98,41	100,56	109,89	11,48
Castille-La Manche	20,77	22,15	25,73	4,96
Castille-León	26,93	26,07	27,10	0,17
Catalogne	185,59	197,52	230,33	44,74
Com. de Valence	169,05	179,00	215,24	46,19
Extrémadure	26,10	25,42	26,34	0,24
Galice	91,62	91,15	94,55	2,93
Madrid	603,62	675,55	781,97	178,35
Murcie	91,24	105,85	125,83	34,59
Navarre	49,69	53,49	59,41	9,72
Pays Basque	289,39	287,88	296,86	7,47
Rioja, La	51,86	54,84	62,97	11,11
Ville Aut. Ceuta	3.414,40	3.575,25	4.069,47	655,07
Ville Aut. Melilla	4.708,08	5.534,25	5.487,61	779,53
Espagne	76,13	80,92	91,25	15,12

Source: Calcul personnel sur les données de l'I.N.E., (Instituto Nacional de Estadística)

En 1991, première date de référence, les différences de densités entre les CCAA sont énormes, presque de 1 à 30 entre la plus peuplée, celle de Madrid et la moins peuplée Castille la Manche. Il faut souligner que les deux villes autonomes, Ceuta et Melilla, en raison de leur dimension spatiale réduite et de leur faible territoire n'ont pas une population suffisante pour être comparées aux autres CCAA. Leurs traits singuliers n'appartiennent qu'à elles. On observe un grand vide intérieur, à l'exception de la région de Madrid qui s'apparente à une région urbaine, face à une périphérie littorale plus densément peuplée où le Pays Basque, les archipels et l'aire levantine, de la Communauté de Valence jusqu'à la Catalogne comptabilisent les chiffres les plus élevés. Dans le Sud, l'Andalousie et la région de Murcie et dans le Nord, la frange cantabrique, avec

la Galice et la Cantabrie, enregistrent des chiffres plus proches de la moyenne nationale. Cette situation résulte de tout ce qui est advenu au long du vingtième siècle. On doit aussi souligner le poids inégal des CCAA dans la contribution à la population nationale, (tableau 2).

Tableau 2. Evolution de la population des CCAA (valeurs absolues et pourcentages).

	1991	2001	2008*	1991-2008	1991=100	**
Andalousie	6.859.858	7.357.558	8.177.805	1.317.947	119,21	44,00
Aragón	1.178.521	1.204.215	1.325.272	146.751	112,45	102,54
Asturies	1.091.093	1.062.998	1.079.215	-11.878	98,87	–
Baléares	702.770	841.669	1.071.221	368.451	152,42	56,35
Canaries	1.456.474	1.694.477	2.070.465	613.991	142,15	40,99
Cantabria	523.633	535.131	581.215	57.582	110,99	54,45
Castille-La Manche	1.650.083	1.760.516	2.038.956	388.873	123,56	51,81
Castille-León	2.537.495	2.456.474	2.553.301	15.806	100,62	896,93
Catalogne	5.959.929	6.343.110	7.354.441	1.394.512	123,39	74,70
Com. de Valence	3.931.197	4.162.776	5.016.348	1.085.151	127,60	74,51
Extrémadure	1.086.490	1.058.503	1.095.894	9.404	100,86	346,92
Galice	2.709.793	2.695.880	2.783.100	73.307	102,70	107,88
Madrid	4.845.851	5.423.384	6.251.876	1.406.025	129,01	66,51
Murcie	1.032.275	1.197.646	1.424.063	391.788	137,95	56,38
Navarre	516.333	555.829	619.114	102.781	119,90	60,27
Pays Basque	2.093.415	2.082.587	2.155.546	62.131	102,96	175,31
Rioja, La	261.634	276.702	317.020	55.386	121,16	77,34
Ville Aut. Ceuta	68.288	71.505	77.320	9.032	113,22	10,75
Ville Aut. Melilla	56.497	66.411	71.339	14.842	126,27	29,57
Espagne	38.425.679	40.847.371	46.063.511	7.637.832	119,87	64,64

Source: Calcul personnel d'après les données de l' I.N.E.

* Données du « Padrón » (recensement), au 1er janvier 2008; ** proportion indiquant l'augmentation des étrangers entre 1991 et 2008 en référence à l'accroissement total de la population régionale.

De manière concrète, on observe qu'à l'exception des villes-cités autonomes de Ceuta et Melilla, la région la plus peuplée en 1991 représentait un volume de population 26,2 fois plus élevé que la Rioja qui possédait la population la plus faible. Les autres se situent entre ces deux extrêmes, (tableau 3).

Tableau 3. Pourcentage de la population de chaque CA sur le total espagnol.

	1991	2001	2008	1991-2008
Andalousie	17,85	18,01	17,75	-0,10
Aragón	3,07	2,94	2,87	-0,20
Asturies	2,84	2,60	2,34	-0,50
Baléares	1,83	2,06	2,32	0,49
Canaries	3,79	4,14	4,49	0,70
Cantabria	1,36	1,31	1,26	-0,10
Castille-La Manche	4,29	4,30	4,42	0,13
Castille-León	6,60	6,01	5,54	-1,06
Catalogne	15,51	15,52	15,96	0,45

	1991	2001	2008	1991-2008
Com. de Valence	10,23	10,19	10,89	0,66
Extrémadure	2,83	2,59	2,37	-0,46
Galice	7,05	6,59	6,04	-1,01
Madrid	12,61	13,27	13,57	0,96
Murcie	2,69	2,93	3,09	0,40
Navarre	1,34	1,36	1,34	0
Pays Basque	5,45	5,09	4,67	-0,78
Rioja, La	0,68	0,67	0,68	0
Ville Aut. Ceuta	0,18	0,17	0,16	-0,02
Ville Aut. Melilla	0,15	0,16	0,15	0
Espagne	100	100	100	-

Source: Calcul personnel d'après les données de l'I.N.E.

L'Andalousie, la Catalogne et Madrid représentent respectivement 17,85%, 15,51% et 12,61% alors que la Rioja, Navarre et Cantabrie ne contribuent que pour 0,68%, 1,34% et 1,36%. Durant les trois lustres suivants le nombre des résidents étrangers en Espagne augmente de manière spectaculaire, (tableau 4).

Tableau 4. Rapide accroissement des résidents étrangers en Espagne (en % sur le total espagnol).

	Total	% / total espagnol
1991	283.216	0,7
1995	494.075	1,2
2001	1.370.657	3,3
2002	1.977.946	4,7
2003	2.672.586	6,2
2004	3.034.326	7,0
2005	3.884.573	8,1
2006	4.482.568	10,0
2007	4.517.554	10,1
2008	5.220.577	11,3

Source: Calcul personnel d'après les données de l'I.N.E.

Le chiffre initial de 1991 est à peine supérieur à celui de la décennie précédente et il s'accroît lentement au début des années 90 (Serrano & Calmès, 1998). A partir de 1995 l'augmentation est rapide. Le recensement de 2001 multiplie par cinq les valeurs de 1991. A partir de là, bien que les sources utilisées soient différentes, le recensement continu se substituant au périodique, chaque année on enregistre des hausses. En un peu plus de 10 ans, on passe d'une proportion de 1% d'étrangers à 11%. Le changement est si important qu'il se passe de commentaires.

La majorité de ces nouveaux résidents étrangers relève de l'immigration économique (environ 85%) (Serrano, Cebrián, 2012). La recherche d'une meilleure situation professionnelle exige un déplacement vers l'Espagne (Cuadrado et al., 2007). Une proportion très réduite d'entre eux correspond aux retraités étrangers qui ont choisi de fixer en Espagne leur résidence habituelle (Rodríguez & Warnes, 2002). Les causes et les circonstances qui expliquent ce phénomène migratoire sont multiples et complexes comme l'est la provenance de ces immigrants qui exercent des tâches de faible qualification professionnelle (Arango, 2002). La rapidité avec laquelle s'est

produite leur arrivée et le manque d'expérience quant à ce mouvement de population, aident aussi à comprendre la quasi absence de prévision et de planification dans laquelle s'inscrit la nouvelle situation (Aja, 2006). Cette façon grossière de procéder a peut-être favorisé la venue d'un plus grand nombre d'immigrants (Serrano, 2010).

Les aspects relatifs aux structures de nature disparate de ce nombreux collectif sont d'un grand intérêt ainsi que les causes et les conséquences qui les accompagnent (Macarrón, 2011). Mais ici on se limite à analyser leurs conséquences sur l'augmentation de la population et sur l'accroissement des contrastes de leur distribution spatiale.

En ce concerne la première question, quelques chiffres basiques aident à comprendre ce qui est arrivé. Entre 1991 et 2008, l'ensemble de la population espagnole augmente de 7,63 millions de personnes. Dans le même temps l'accroissement des résidents étrangers est de 4,93 millions (soit 66% de la croissance) et celui des nationaux de 2,7 millions de personnes (soit 34% de la croissance) qui globalement correspondent à l'accroissement naturel. Cela permet de mesurer l'énorme contribution des étrangers à la croissance de la population espagnole durant ces années.

Depuis le début de la période étudiée, les étrangers ne se répartissent pas de façon régulière dans les régions, ni en chiffres absolus ni en pourcentages en référence à la population totale de chacune d'elles (tableau 5 et figure 2).

Tableau 5. Résidents étrangers (chiffres absolus) dans les Communautés Autonomes.

	1991	1995	2001	2008	1991-2008
Andalousie	72.543	67.127	157.157	615.787	579.931
Aragón	3.988	6.877	25.001	153.990	150.491
Asturies	4.198	6.562	10.398	40.171	35.538
Baléares	32.646	28.111	47.589	222.331	207.641
Canaries	51.955	53.188	87.483	282.004	251.723
Cantabrie	1.751	2.864	6.480	33.098	31.412
Castille-La Manche	1.992	6.516	22.451	203.847	201.481
Castille-León	10.047	14.628	30.262	153.435	141.770
Catalogne	65.990	106.809	280.167	1.097.966	1.041.822
Com. de Valence	54.451	57.790	101.368	838.224	808.603
Extrémadure	2.272	5.060	12.535	35.049	32.625
Galice	15.062	16.833	26.612	95.122	79.085
Madrid	60.902	93.031	231.295	991.259	935.236
Murcie	3.422	7.390	27.512	224.098	220.923
Navarre	1.920	4.202	9.560	64.518	61.954
Pays Basque	13.169	13.569	19.515	116.650	108.927
Rioja, La	598	1.659	7.488	43.524	42.841
Ville Aut. Ceuta	–	776	2.025	3.082	971
Ville Aut. Melilla	–	1.083	3.618	6.422	4.390
Espagne	283.216	494.075	1.370.657	5.220.577	4.937.361

Source: Direction Générale des Migrations et I.N.E.

Déjà en 1991, les étrangers enregistrés, peu nombreux en Espagne étaient très inégalement répartis sur le territoire. Les trois régions les plus peuplées ainsi que les archipels et la Communauté de Valence étaient celles qui en comptaient le plus. Le reste du territoire national n'en

rassemblait qu'un nombre peu significatif. En 2008, les chiffres absolus étaient encore plus contrastés. Cette disparité s'apprécie mieux en examinant la proportion des résidents étrangers dans l'ensemble de la population (tableau 6 et figure 3).

Tableau 6. Résidents étrangers dans les CCAA (% sur le total de la population).

	1991	1995	2001	2008	Différence 1991-2008
Andalousie	1,05	0,92	2,13	7,52	7,647
Aragón	0,33	0,57	2,07	11,61	11,28
Asturies	0,38	0,60	0,97	3,72	3,34
Baléares	4,64	3,69	5,65	20,75	16,11
Canaries	3,56	3,31	5,16	13,59	10,03
Cantabria	0,33	0,54	1,21	5,69	5,36
Castille-La Manche	0,12	0,38	1,27	9,99	9,87
Castille-León	0,39	0,58	1,23	6,00	5,61
Catalogne	1,10	1,75	4,41	14,92	13,82
Com. de Valence	1,38	1,44	2,43	16,70	15,32
Extrémadure	0,20	0,47	1,18	3,19	2,99
Galice	0,55	0,61	0,98	3,41	2,86
Madrid	1,25	1,85	4,26	15,85	14,60
Murcie	0,33	0,67	2,29	15,73	15,40
Navarre	0,37	0,80	1,71	10,42	10,05
Pays Basque	0,62	0,78	0,93	5,41	4,79
Rioja, La	0,22	0,62	2,70	13,72	13,50
Ville Aut. Ceuta	0,81	1,12	2,83	3,98	0,08
Ville Aut. Melilla	1,34	1,81	5,44	9,00	4,09
Espagne	1,06	1,25	2,71	11,33	10,27

*Données provisoires du Recensement continu de janvier 2005, INE

*Source: Calcul personnel d'après les données de la Direction Générale des Migrations et de l'I.N.E.

A l'échelle des CCAA, leur incidence territoriale est évidente. Ainsi les résidents étrangers enregistrent les plus grands pourcentages dans les archipels : aux Baléares (4,64%) et aux Canaries (3,56%). Les autres régions citées dépassent aussi 1%. Dans celles qui restent, la proportion atteint à peine 0,5% et correspond dans une large mesure au développement des activités touristiques et à leur poids spécifique dans les activités productives.

A partir de cette date, le processus migratoire fait irruption, soutenu par des flux de nature économique puisque en Espagne la population qui se déplace le fait pour des motifs liés à l'emploi. Alors se produisent les transformations et les changements les plus intenses et les plus significatifs (López, 2006). Les données figurant dans les tableaux insérés dans le texte montrent cette accélération de la croissance spécialement à partir de 2000 où le Recensement consigne des contingents très élevés. Il faut ajouter une précision. Les collectivités locales, après plusieurs années de résistance pour inscrire en tant que citoyens les résidents étrangers qui ne remplissaient pas les conditions légales, accèdent enfin à leur demande. Ils étaient si nombreux que cela rendait difficile le fonctionnement du système. Cette nouvelle façon de comptabiliser tous les présents, indépendamment de leur situation légale, montre l'impuissance des pouvoirs

publics à faire appliquer la loi. Les différentes régularisations massives réalisées essayèrent de remédier à ce déséquilibre mais n'y parvinrent pas.

Pour des raisons de place, il n'est pas possible d'analyser dans le détail chaque période intercensitaire. Pour cette raison, nous abordons de manière générale, le changement enregistré durant la période considérée.

En ce qui concerne les chiffres absolus, toutes les régions enregistrent des progressions de résidents étrangers. Souvent, on enregistre l'arrivée de plusieurs milliers de personnes, dans d'autres c'est par dizaines de milliers et dans quelques cas, des centaines de milliers donc un apport très inégalement réparti dans l'espace.

Le total des résidents étrangers en Espagne a été multiplié par 18,4 entre 1991 et 2008 mais dans certaines régions, il a explosé: multiplication par 72,7 dans la Rioja, par 65,4 en Murcie, par 38,6 en Aragon, etc. Bien entendu, il faut considérer les chiffres initiaux relativement peu élevés dans ces régions, ce qui explique ces pourcentages très élevés. Conjointement, les différences de taille de population atteignent des proportions encore supérieures en raison de l'arrivée de ces immigrants. Les effectifs les plus importants des résidents étrangers en 2008 (Tableau 5) se trouvent en Catalogne, région de Madrid, Andalousie, Communauté de Valence et à un moindre degré dans les Canaries, Murcie et les Baléares.

Une manière complémentaire de vérifier le poids croissant des étrangers dans les régions espagnoles est d'analyser leur pourcentage dans la population totale (Tableau 6). Durant la période étudiée, la moyenne nationale des résidents étrangers est passée de 1,06% en 1991 à 11,33% en 2008 soit une augmentation de 10,27% même si d'une région à l'autre les résultats diffèrent fortement. Ce sont les Baléares qui en comptent le plus avec 20,75%. Des chiffres supérieurs à la moyenne nationale s'observent aussi dans la Communauté de Valence, dans les régions de Madrid, Murcie, Catalogne, les Canaries, la Rioja et Aragon. En revanche des pourcentages inférieurs à 6% caractérisent l'Extremadure, la Galice, les Asturies, le Pays Basque et la Cantabrie. En raison de leur singularité en tant que villes autonomes, avec le passage de populations en transit vers la péninsule, Ceuta et Melilla ne sont pas comptabilisées dans ces données. Entre 2008 et 1991, la différence est très marquée et on peut la suivre durant les années intermédiaires de 1995 et 2001. De telles données n'expliquent pas les causes de l'inégale répartition des étrangers mais on peut, à travers le temps, constater la persistance des disparités spatiales de ce phénomène.

A) Les plus grandes concentrations se trouvent dans les régions situées à l'intérieur d'un triangle allant de Murcie à la Catalogne (incluant les Baléares qui ont le plus fort pourcentage) et englobant à l'Ouest l'Aragon, la Navarre et la Rioja. En dehors d'elles, seule la région de Madrid et les Canaries en ont un fort pourcentage. Une telle disposition territoriale rappelle, à peu de choses près, les différents quadrants de croissance en Espagne signalés voici quelques années par Alcaide (1992). La coïncidence dans ces régions d'une série de facteurs favorables à un essor économique favorise ces taux élevés d'immigrants venus pour travailler dans ces régions alors que dans le même temps de nombreux retraités élisent domicile dans les zones côtières et balnéaires (Lardiès, 2003).

B) Les plus faibles proportions de résidents étrangers se localisent sur la frange atlantique de la Galice à la Cantabrie ainsi qu'en Extremadure et Castille Léon. Toutes ces régions, à l'exception du Pays Basque, se caractérisent, depuis longtemps par des indicateurs de croissance économique plus modestes. Avec des analyses menées à des échelles territoriales plus détaillées, il serait possible d'atteindre une connaissance précise des relations causales additionnelles qui ont déterminé ces installations si différenciées des étrangers.

Un autre point digne d'intérêt est celui de la relation existant entre l'augmentation absolue de la population et celle des résidents étrangers (Tableau 2). Entre 1991 et 2008, à l'exception de la Communauté autonome des Asturies qui connaît un léger recul (-11 878 habitants soit une baisse de 1,13%) le reste du pays continue à augmenter sa population. Pour une base de 100 en 1991, la population de 2008 a crû en moyenne de 19,87%. Mais comme on va l'expliquer, les soldes positifs des différentes CCAA se répartissent autour de cette moyenne. Les plus favorisées augmentent de plus de 30%. C'est le cas des Baléares avec 52,42%, des Canaries avec 42,15%, et de la CA de Murcie avec 37,95%. Les CCAA de Madrid avec 29,01%, de Valence avec 27,60%, Melilla avec 26,7%, de Castille la Manche avec 23,56%, de Catalogne avec 23,39%, de la Rioja avec 21,16% et de la Navarre avec 19,9% dépassent la moyenne nationale. Le reste enregistre certes des augmentations mais inférieures à la moyenne nationale.

Peut-être la comparaison entre les variations de la population absolue et celle des résidents étrangers est-elle imprécise puisque l'augmentation finale de la population est le fruit d'une multitude de facteurs comme les soldes naturels et surtout les migrations internes et externes qui ont un impact déterminant mais dans quelques régions l'arrivée des étrangers dépasse les gains nets de l'ensemble de la population. Les Asturies sont l'unique région où la population diminue (-11 878 habitants malgré l'arrivée de 35 538 étrangers). Dans les autres CCAA, qui, entre 1991 et 2008, augmentent leur nombre d'habitants, la croissance des étrangers est supérieure à celle de la population totale. Les variations nettes que cela représente sont, à leur tour, variables. Elles sont de +2,54% en Aragon, de +7,88% en Galice, de 75,31% au Pays Basque et encore plus élevées en Extremadure avec +246,92% et en Castille Léon avec +786,03%, ces deux derniers chiffres devant être ramenés à des chiffres initiaux plus faibles qu'ailleurs en comparaison des arrivants. Tout cela signifie que l'installation des résidents étrangers durant ces années a été supérieur au solde naturel et qu'elle est la cause principale de la croissance démographique. A contrario, on peut dire que, sans leur venue, les soldes démographiques de ces CCAA auraient été probablement négatifs.

Ces comportements démographiques différents des régions espagnoles durant la période considérée indiquent l'évolution de ce que chacune d'elles représente dans le contexte national (Tableau 3). Sur les 19 entités territoriales espagnoles, 9 perdent du poids, 3 le maintiennent alors que 7 le renforcent. Par ordre décroissant ces dernières sont: Madrid (+0,96%), les Canaries et les Baléares (+0,70%), la Communauté de Valence (+0,66%), la Catalogne (+0,45%, Murcie (+0,40%), et Castille la Manche (+0,13%). Elles coïncident avec les régions où les résidents étrangers sont les plus nombreux en chiffres absolus et relatifs. L'ordre des CCAA dans la croissance de la population n'est pas toujours le même, compte tenu de l'influence d'autres variables dans leur essor démographique, néanmoins les modifications sont assez proches de ce qui est indiqué. On peut en déduire une influence directe des volumes de résidents étrangers sur le poids de chacune des CCAA dans l'ensemble national. A l'opposé se vérifie une coïncidence complémentaire. Les régions qui accueillent le moins d'étrangers sont aussi celles qui perdent du poids démographique dans le contexte national. Ainsi en va-t-il pour la Castille Léon, la Galice, le Pays Basque, les Asturies, l'Extremadure.

Finalement au terme de cette analyse, l'étude des variations des densités de population apporte une confirmation complémentaire. La moyenne nationale de la croissance démographique entre 1991 et 2008 est de 15,12 points. La densité passe de 76,13 hab/km² à 91,25 hab/km². Les variations régionales sont élevées puisque les augmentations de population se combinent avec la dimension territoriale. Des plus grandes aux plus petites, elles s'ordonnent comme suit: Madrid augmente sa densité de 178,35 hab/km², les Canaries de 91,49, les Baléares de 72,86, La

Communauté de Valence de 46,19, et Murcie de 34,59. De telles augmentations de population se situent au-dessus de la moyenne nationale. Toutes à leur tour coïncident avec les régions qui ont accueilli les plus grands nombres de résidents étrangers tant en chiffres absolus que relatifs. A l'inverse, les régions dont les densités croissent moins vite correspondent à celles où les résidents étrangers sont moins nombreux (Calvo, 2008) comme la Castille Léon, l'Extremadure, Les Asturies et la Galice.

A travers les variations enregistrées dans la répartition de la population entre les régions, il se confirme que, durant les dernières années, les contrastes régionaux se sont affirmés et s'expliquent en grande partie par l'inégale distribution des nouveaux étrangers. A des échelles plus détaillées on constate le même phénomène. Les plus grandes concentrations de ces nouveaux arrivants se produisent là où la croissance démographique est la plus élevée. Les quelques exceptions et nuances que l'on peut remarquer comme en Aragon et Rioja ne font que confirmer la règle.

RÉCAPITULATION

Il ne s'agit pas d'extraire de ces analyses des conclusions qui iraient au-delà de la confirmation de l'hypothèse de départ. Il paraît « *évident que l'émigration n'est rien de plus qu'un processus de l'évolution socio-économique des peuples. Individuellement l'émigration est un droit; collectivement elle peut se transformer en fléau si le coût social qui en résulte est trop élevé. La solution ne consiste pas à défendre les déplacements, au regard du droit mais de diminuer les coûts sociaux très élevés qui en résultent* » (Higueras, 1967 p.127-8). Quand les flux migratoires atteignent des volumes importants leurs conséquences se déplacent sur tous les aspects de la vie sociale avec des implications territoriales palpables. C'est ce qui est arrivé en Espagne. Dans une perspective démographique cela a renforcé l'augmentation de la population mais celle-ci n'a été équilibrée ni dans sa structure interne ni surtout dans sa répartition spatiale comme nous l'avons démontré. La tendance traditionnelle espagnole de concentrer les hommes dans quelques régions et de laisser le vide envahir les autres a été très forte ces dernières années. Les contrastes territoriaux ont augmenté. Les problèmes d'aménagement du territoire sont très importants. Par ailleurs, compte tenu de la rapidité avec laquelle s'est produit ce phénomène migratoire, sa dimension et la nature des circonstances qui l'ont produit, de nombreux doutes et interrogations restent non résolus. Les années qui viennent détermineront son avenir qui paraît incertain (VV. AA., 2010 et 2011). La crise économique actuelle constitue un défi. On ne connaît pas sa portée tant pour le futur de l'immigration que dans ses aspects territoriaux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AJA, E. (2006): "La evolución de la normativa sobre inmigración", en: Aja, E.; Arango, J. (eds.): *Veinte años de inmigración en España*, CIBOR. Barcelona.
- ALCAIDE INCHAUSTI, J. (1992): "Comportamiento económico de las comunidades autónomas españolas (1986-1991)". *Papeles de Economía Española*, 51, pp. 2-32.
- ALCAIDE INCHAUSTI, J. (2002): "Delimitación y análisis de las áreas geoeconómicas españolas. Años 1995-2000". *Papeles de Economía Española*, 93, pp. 246-262.
- ALCAIDE INCHAUSTI, J. (2003): *Evolución económica de las regiones y provincias españolas en el siglo XX*. Fundación BBVA. Madrid.
- ARANGO, J. (2002): "La fisonomía de la inmigración en España". *El Campo*, BBVA, 139, pp.237-261.

- CALVO PALACIOS, J.L. (Dir.) (2008): *Demografía*. Atlas Nacional de España. Instituto Geográfico Nacional. Madrid.
- CUADRADO, J.R.; IGLESIAS, C.; LLORENTE, R. (2007): *Inmigración y mercado de trabajo. Análisis de algunas cuestiones fundamentales*. Fundación BBVA. Madrid.
- DE MIGUEL, A. (1976): *40 Millones de españoles 40 años después*. Grijalbo, Barcelona.
- DÍEZ NICOLÁS (2001): *La inmigración en España: una década de investigaciones*. Ministerio de Trabajo, INSERSO, Madrid.
- ESTÉBANEZ ÁLVAREZ, J. y PUYOL ANTOLÍN, R. (1973): “Los movimientos migratorios españoles durante el decenio 1961-1970”. *Geographica*, 2ª época, 2, pp. 105-142.
- FUENTES QUINTANA, E. (1988): “Tres decenios de la economía española en perspectiva”, en García Delgado, J.L. (dir.): *España: economía*. Espasa-Calpe. Madrid.
- GARCÍA ÁLVAREZ, J. (2002): *Provincias, regiones y Comunidades Autónomas. La formación del mapa político de España*. Temas del Senado. Madrid.
- GARCÍA BARBANCHO, A. (1975): *Las migraciones interiores españolas en 1961-1970*. Instituto de Estudios Económicos. Madrid.
- GARCÍA FERNÁNDEZ, J. (1965): *La emigración exterior de España*. Ariel. Barcelona.
- GERMÁN, L.; LLOPIS, J., MALUQUER DE MOTES, J. y ZAPATA, S. (Eds.) (2001): *Historia económica regional de España. Siglos XIX y XX*. Crítica. Barcelona.
- GOZÁLVEZ, V. (2010): “Los extranjeros residentes en España: su aportación a la demografía”. *Investigaciones Geográficas*, 52, pp. 99-135.
- HIGUERAS ARNAL, A. (1967): *La emigración interior en España*. Mundo del Trabajo. Madrid.
- LARDIÉS BOSQUE, R. (2003): “Contribución de la Geografía española al estudio de las migraciones internacionales de jubilados”, en *La dinámica geodemográfica protagonista del territorio*. Actas, VIII Congreso de la Población Española. Santiago de Compostela, pp.393-409.
- LÓPEZ TRIGAL, L. (2006): “La inmigración en España y Portugal. Cambio de modelo migratorio y efectos socioterritoriales”, en V. Gozávez Pérez (Ed.): *La inmigración extranjera como desafío y esperanza*. Alicante, Universidad, Departamento de Geografía Humana, pp. 135-155.
- MACARRÓN, A. (2011): *El suicidio demográfico de España*. Editio Prima. Madrid.
- NADAL, J. (1984): *La población española (Siglos XVI a XX)*. Ariel. Barcelona.
- NADAL, J. y CARRERAS, A. (1990): *Pautas regionales de la Industrialización española (siglos XIX y XX)*. Ariel. Barcelona.
- PLAZA PRIETO, (1976): “Historia de la distribución espacial de las magnitudes macroeconómicas españolas, desde el siglo XVIII hasta la actualidad”; en *Las transformaciones socioeconómicas del territorio español*. Madrid, Centro de Estudios Sociales del Valle de los Caídos, pp, 34-68.
- PUYOL, R. (1988): *La población*. Síntesis. Madrid.
- PUYOL, R. (Ed.) (1997): *Dinámica de la población en España. Cambios demográficos en el último cuarto del siglo XX*. Síntesis. Madrid.
- REQUES, P. (2011): *El factor D. Los nueve retos demográficos de la España Actual*. Cinco Días. Bilbao.
- RODRÍGUEZ OSUNA, J. (1978): *Población y desarrollo en España*. Cupsa Editorial. Madrid.

- RODRÍGUEZ, V. y WARNES, T. (2002): “Los residentes europeos mayores en España: repercusiones socioeconómicas y territoriales”, *El Campo, BBVA*, 139, pp. 123-146.
- RODRÍGUEZ OSUNA, J. (1985): *Población y territorio en España. Siglos XIX y XX*. Espasa-Calpe. Madrid.
- SÁNCHEZ ALONSO, B. (1995): *Las causas de la emigración española, 1880-1930*. Alianza. Madrid.
- SÁNCHEZ-ALBORNOZ, N. (ed.) (1988): *Espanoles hacia América. La emigración en masa, 1880-1930*. Alianza. Madrid.
- SERRANO MARTÍNEZ, J. M^a. (1985): “Variaciones en las densidades de población en España entre 1970 y 1980”. *Paralelo 37*, 8-9, pp. 591-618.
- SERRANO MARTÍNEZ, J.M. (1989): «L’Espagne: les disparités régionales dans la densité de population en 1986 ¿Fin d’un processus d’augmentation des déséquilibres internes?». *Acta Geographica*, París, 79, pp. 20-38.
- SERRANO MARTÍNEZ, J.M. (1995): «Changes in the interregional migratory patterns in Spain. Causes and reflections». *Aardrijkskundige Studies & Bulletin de la Societé Belge d’Etudes Géographiques*, Lovaina, 1, pp. 7-26.
- SERRANO, J.M. y CALMÈS, R. (1998): *L’Espagne. Du sous-développement au développement*. L’Harmattan. París.
- SERRANO MARTÍNEZ, J.M. (2010): “Dinámica de la población española: ¿Hacia qué horizonte en los flujos migratorios exteriores?”, *Migraciones*, 28, pp. 11-53.
- SERRANO MARTÍNEZ, J.M. y CEBRIÁN ABELLÁN, A. (2012): “Crise économique en Espagne et immigration. Attention particulière à l’immigration provenant du Maroc”, in: Faleh, A., Cebrián, A., Bokbot, M., Serrano, M^a. : *Émigration marocaine en Espagne. Problèmes actuels et nouveaux défis*. AECID, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, Editum, Murcia, pp. 59-110.
- VILA VALENTÍ, J. y CAPEL SAEZ, H. (1970): *Campo y ciudad en la Geografía Española*. Salvat. Barcelona.
- VILAR RAMÍREZ, J.B. y VILAR, M. J. (1999): *La emigración española a Europa en el siglo XX*. Arco/libro. Madrid.
- VILAR RAMÍREZ, J.B. (2006): *La España del exilio. Las emigraciones políticas españolas en los siglos XIX y XX*. Síntesis. Madrid.
- VINUESA ANGULO, J. (Coord.) (1982): *El estudio de la población*. Instituto de Estudios de Administración Local. Madrid.
- VV.AA. (1986): *Panorama de la emigración española en Europa*, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social. Madrid.
- VV.AA. (2010): *Demography Report*, Comisión Staff Working Document. European Comisión. Bruselas.
- VV.AA. (2011): *Active ageing and solidarity between generations. A Statistical portrait of the European Union 2012*. European Commission, Eurostat. Luxembourg.

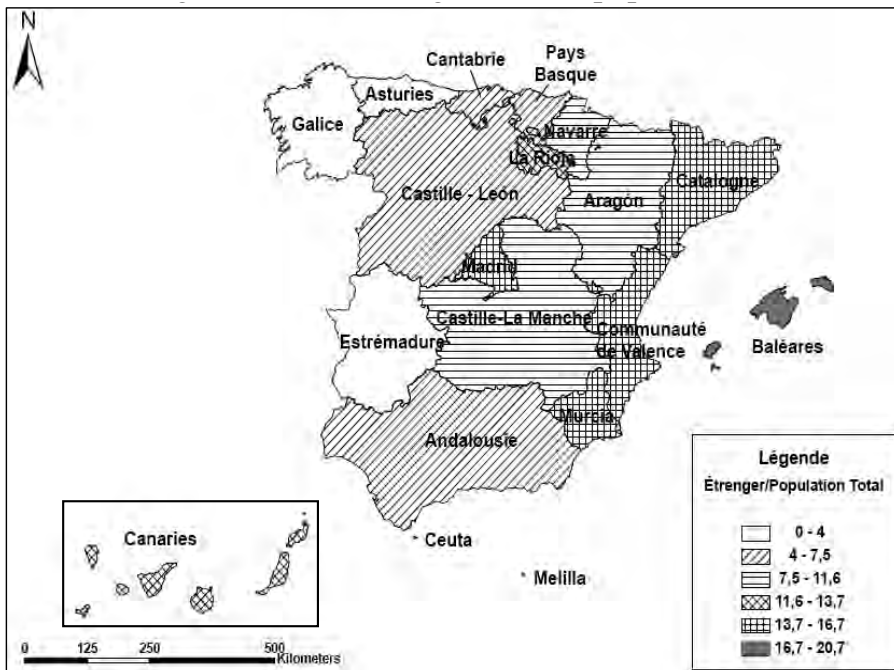


Figure 1. Densités régionales de population.

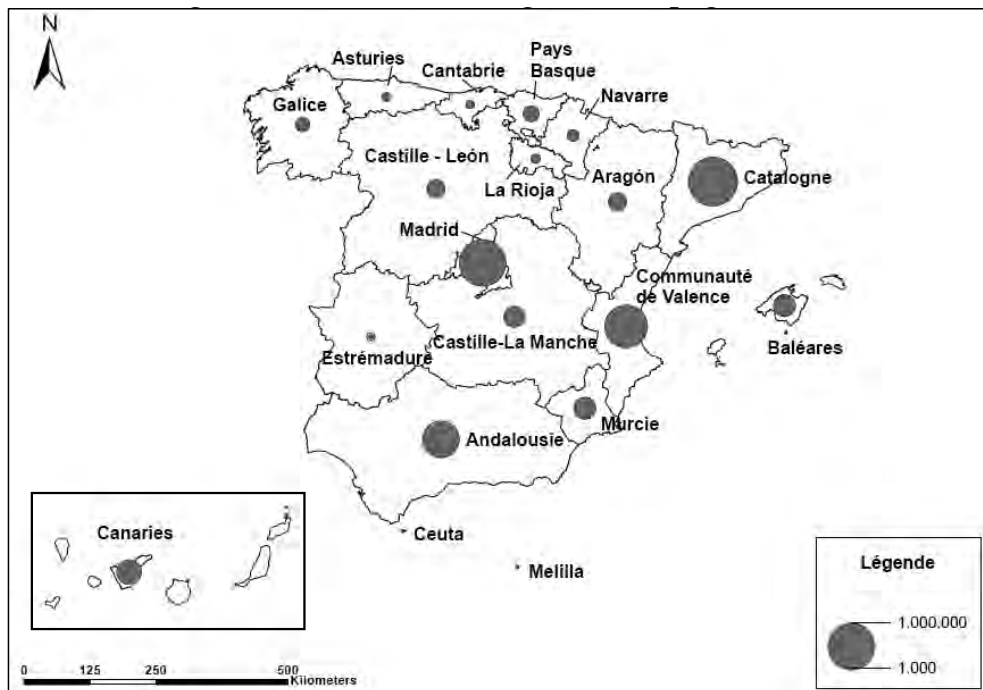


Figure 2. Residents étrangers en Espagne, total



Figure 3. Differences regionales, le pourcentage d'étrangers sur la population totale.